

L'an deux mille quinze et le quatorze décembre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 2015**

**Date de convocation : 8 décembre 2015**

**Affiché le : 18 décembre 2015**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 53**

**Nombre de votants : 60**

**Nombre d'absents excusés : 3**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC  
Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc  
REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis  
ADOLPHE - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël  
BOTREAU – Pauline DREANO - Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Gérard  
ROLLAND - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY -  
Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique  
THOMAS DE MALEVILLE – Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan :  
Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Éric UGHETTO) Lafare : Jean-  
Paul ANRES La Roque Alric : procuration La Roque sur Pernes : procuration Le Barroux :  
Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne  
MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER –  
Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier: Gilles VÈVE – Michèle  
PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron :  
André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN -  
Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque :  
Éric FERRARO (suppléant de Gaby BEZERT).

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Nathalie REYNARD a donné procuration à Luc  
REYNARD – Christiane MARCHELLO-NIZIA a donné procuration à Yvette GUIOU – Karine  
GUEZ a donné procuration à Bernard BOSSAN – Francis JULLIEN a donné procuration à Ghislain  
GRICOURT – Joseph BERNHARDT a donné procuration à Bernard CHARRASSE – Bénédicte  
MARTIN a donné procuration à Dominique BODON – Roselyne SULTANA a donné procuration à  
Aimé NAVELLO.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET – Hervé de LÉPINAU – Julien AUBERT.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Guy GIRARD

**Délibération n°192-15**

**Direction de la Cohésion Sociale – Service Petite enfance**

**Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2016 avec  
l'association « Grenadine » de Sarrians**

**Conseil de Communauté de la CoVe du 14 décembre 2015**

**Délibération n°192-15**

**Direction de la Cohésion Sociale – Service Petite enfance**

**Objet : Convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2016 avec l'association « Grenadine » de Sarrians**

**Le Conseil de Communauté,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence intercommunale en matière d'accueil Petite Enfance,

Vu la délibération n°15 du 29 mars 2004 définissant l'intérêt communautaire en matière d'accueil Petite Enfance,

Vu le projet de convention d'objectifs et de financement pour la gestion du fonctionnement de la structure multi-accueil intercommunale de Sarrians pour l'année 2016, entre la collectivité et l'association « Grenadine »,

Vu l'avis de la commission Action sociale et petite enfance du 24 novembre 2015,

Entendu le rapport du Vice-Président de la commission Action sociale et petite enfance et après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

### **Décide**

**Article 1 :** D'APPROUVER la convention d'objectifs et de financement annuelle, du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2016, avec l'association « Grenadine » pour la gestion de la structure multi accueil intercommunale du même nom située sur la commune de Sarrians, moyennant notamment le versement d'une subvention de fonctionnement de 170 700 €.

**Article 2 :** DE DIRE que les crédits correspondant à ces subventions sont inscrits au Budget Principal sur le compte ENF / 6574 / 6412

**Article 3 :** D'AUTORISER le Président à signer ladite convention et tous actes à cet effet.

Transmis en Préfecture le : **18 DEC. 2015**

Publication par affichage le : **18 DEC. 2015**

Exécutoire le : **18 DEC. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

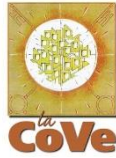
Pour extrait certifié conforme

Le Président

  
Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 18/12/2015*



<p align="center"><b>Convention d'objectifs entre la CoVe et l'association « Grenadine » de Sarrians</b></p>
--

**Entre**

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,  
Représentée par : Francis ADOLPHE, Président, dûment habilité à signer la présente convention par  
délibération du 14 décembre 2015,  
Désignée sous le terme «la CoVe»,  
D'une part,

**Et**

L'association « Grenadine »,  
Régie par la loi du 1er juillet 1901  
Dont le siège social est situé Quartier le Pigeonnier, Bd Roumanille – 84260 Sarrians  
No SIRET 338 943 095 000 20      Code APE 853 G  
Représentée par : Lionel AYME, Président  
Désignée sous le terme « l'association »,  
D'autre part,

**Préambule :**

En Conseil de Communauté du 29 mars 2004, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin a adopté la compétence Petite Enfance selon la définition suivante :

*« Est défini d'intérêt communautaire, tout nouveau projet de développement contribuant à satisfaire les besoins du territoire dans le domaine de l'accueil de la Petite Enfance, c'est à dire à créer un effort nouveau et ce, dans le respect des orientations arrêtées entre la Caisse d'Allocations Familiales, la CoVe et les communes membres déjà signataires d'un Contrat Enfance Communal dans le cadre du Schéma de Développement du Contrat Enfance Intercommunal tripartite. »*

Les structures multi-accueil intercommunales et associatives financées par la CoVe sont les acteurs à part entière de la mise en œuvre de la politique d'accueil de la Petite Enfance décidée par les élus de l'intercommunalité. De fait, la structure associative intercommunale « Grenadine » est un partenaire majeur, aux côtés des autres structures d'accueil du territoire, de la mise en œuvre de cette politique.

De ce fait, à compter du 14 février 2005, la CoVe est devenue compétente pour la structure multi-accueil « Grenadine » située sur la commune de Sarrians.

L'association Grenadine qui assurait le fonctionnement de la structure avant le transfert de la compétence, poursuivra cette mission.

**Article 1er : Objet de la convention**

Par la présente convention, l'association s'engage à gérer la structure multi accueil intercommunale « Grenadine » de 35 places et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires.

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3 (relatif au montant de la subvention accordée ainsi qu'aux contributions non financières) et à l'article 4 (relatif aux conditions de versement de la subvention). La présente convention vaut

*Acquitté en PREFECTURE le 18/12/2015*

également autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe par l'association.

## **Article 2 : Durée de la convention**

Cette convention aura une durée d'un an.

Elle prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour se terminer au 31 décembre 2016.

## **Article 3 : Modalités d'exécution de la convention annuelle**

Le budget prévisionnel de l'association est présenté à la CoVe au plus tard le 30 novembre de l'année précédant l'entrée en vigueur de la convention, avec la demande de subvention de fonctionnement.

Pour l'année 2016, le montant de la subvention adopté par le conseil de communauté du 14 décembre 2015 est fixé à : 170 700 €.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe des contributions non financières suivantes :

- La mise à disposition gratuite des locaux et des équipements afférents situés boulevard Roumanille à Sarrians (84260) tels que décrits dans le procès-verbal liant la CoVe et la commune de Sarrians.
- L'entretien de ces locaux (excepté le nettoyage courant).
- La prise en charge des dépenses d'eau, d'électricité et de téléphonie.
- L'entretien et le renouvellement du matériel informatique et du gros électroménager (lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle).

En contrepartie, l'association s'engage à souscrire les assurances «occupant» nécessaires afférentes.

## **Article 4 : Conditions de versement de la subvention**

La subvention sera versée sur le compte de l'association dans les conditions suivantes :

- Un premier acompte représentant 70% du montant de la subvention accordée sera versé avant le 15 février 2016.
- Le solde sera versé avant le 31 octobre 2016.

## **Article 5 : Obligations comptables**

L'association s'engage à fournir, avant la date du 30 avril 2016, le compte rendu financier de l'année précédente (bilan comptable et compte de résultat) de la structure suscitée signé par le Président ou toute autre personne habilitée.

Elle fournira également, avant la date du 30 avril 2017, les mêmes éléments appliqués à l'exercice 2016.

## **Article 6 : Autres engagements**

L'association transmettra à la CoVe copie de l'ensemble des documents quantitatifs et qualitatifs relatifs à l'activité de la structure établis notamment à l'attention des services de la Caisse d'Allocations Familiales.

La CoVe ayant bénéficié de fonds FIPE de la part de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales pour la construction du bâtiment, le gestionnaire de la structure se doit d'appliquer les critères suivants :

- L'intercommunalité : toutes les familles domiciliées sur le territoire de la CoVe peuvent prétendre à une inscription sur la structure.
- L'accueil d'enfants porteurs de handicaps : le gestionnaire s'engage à favoriser l'accueil de ces enfants, en accord avec la famille et l'équipe de professionnels qui suit l'enfant.
- L'accueil d'urgence et l'accueil social : le gestionnaire devra appliquer les critères définis et votés par la CoVe.

En percevant une subvention annuelle de fonctionnement de la part de la CoVe, l'association gère une structure à vocation intercommunale, et à ce titre, elle s'engage à appliquer les critères d'admission de l'intercommunalité et à participer à la commission d'admission intercommunale qui se réunit chaque année fin avril, début mai.

Afin d'instaurer une cohérence vis-à-vis des usagers, le service petite enfance de la CoVe, dans ses missions de coordination, a mis en place depuis deux ans une centralisation des pré inscriptions avec une partie des structures multi accueil du territoire.

À compter de 2016, cette centralisation sera étendue à toutes les structures financées par la collectivité. En conséquence, la directrice de l'association participera, au même titre que les autres directrices de structure du territoire, à la tenue de permanences selon le calendrier fixé chaque semestre d'un commun accord.

Les financements perçus par la CoVe au titre du Contrat Enfance Jeunesse étant soumis à certaines exigences de résultat des structures qu'elle finance, la CoVe attend des associations gestionnaires qu'elles participent au respect de ces objectifs à savoir :

- Maintenir un taux d'occupation au-dessus de 70% pour les heures facturées,
- Afficher un minimum de 226 jours d'ouverture, chiffre qui correspond aux jours d'ouverture de la structure de l'année 2009, année de référence pour la CAF.
- Afficher un taux de facturation maximum de 117% (le taux de facturation pour une année donnée correspond au nombre d'heures facturées divisées par le nombre d'heures réelles enregistrées).

Le fait de ne pas atteindre ces objectifs entraîne en effet des réfections sur les sommes perçues par la CoVe.

Enfin, la CoVe ayant financé l'équipement des structures d'un logiciel de gestion (AGORA), elle attend que l'association utilise ce logiciel le plus largement possible (pré inscriptions, contrats, présences des enfants, facturation...).

## **Article 7 : Sanctions**

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **Article 8 : Evaluation**

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la CoVe a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans le cadre du suivi partenarial effectué par la CoVe et la CAF.

## **Article 9 : Contrôle de la CoVe**

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Il en va de même pour la production de toutes les pièces nécessaires à la juste appréciation notamment du montant de la subvention à verser.

Dans cette perspective, les bilans et résultats fournis par l'association feront l'objet d'un examen par les élus en commission de contrôle des comptes.

## **Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention**

La conclusion d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de l'évaluation prévue à l'article 8 et à la réalisation du contrôle prévu à l'article 9.

## **Article 11 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la CoVe :

Le Président

Francis ADOLPHE

Pour l'association :

Le Président

Lionel AYME